



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/42/L.38
30 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de résolution

Sécurité économique internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/173 du 17 décembre 1985 et 41/184 du 8 décembre 1986, ainsi que la décision 1987/162 du Conseil économique et social en date du 8 juillet 1987,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la notion de sécurité économique internationale 1/,

Réaffirmant que la coopération entre tous les pays doit se fonder sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, ainsi que le droit des peuples de tous les pays à choisir librement leur propre système social, économique et politique,

Consciente que la communauté internationale a cherché à créer des conditions de stabilité, de bien-être, de progrès économique et social et de développement, notamment en établissant l'Organisation et le système des Nations Unies, qu'il faut renforcer pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 35 de la Charte et, en particulier, promouvoir le développement des pays en développement,

1/ A/42/314-E/1987/77 et Add.1.

Sachant que les problèmes d'échanges commerciaux, de produits de base, de dette extérieure, de monnaie, de finances et de développement sont étroitement liés, qu'ils ne cessent de prendre de l'ampleur et qu'il faut un dialogue universel pour les traiter de façon intégrée,

Considérant qu'avec l'internationalisation croissante de l'économie de tous les pays, il faut un ajustement symétrique et équitable des politiques nationales pour tenir compte des effets de l'interdépendance toujours plus marquée de l'économie mondiale,

Notant que dans diverses instances multilatérales, on s'accorde de plus en plus à considérer qu'une grande variété de questions exigent une approche et des mesures cohérentes, coordonnées et intégrées,

Réaffirmant qu'il faut plus de confiance dans les relations économiques internationales, ce que permettrait notamment un échange d'informations économiques élargi, dans le cadre du système des Nations Unies,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la notion de sécurité économique internationale;

2. Se déclare convaincue que la sécurité économique internationale exige un dialogue constructif et une coopération multilatérale qui permettent d'identifier ce qu'il y a comme éléments communs dans la façon dont les différents pays et groupes de pays conçoivent les changements à apporter à l'environnement économique mondial pour encourager la croissance, le progrès économique et social et le développement et mieux tirer parti des possibilités offertes à cet égard par les institutions multilatérales;

3. Demande que les politiques macro-économiques soient mieux adaptées aux exigences du changement structurel, sur la base d'une surveillance multilatérale concertée s'exerçant dans le cadre du système des Nations Unies - et l'économie mondiale étant l'affaire de tous - pour permettre une approche commune des objectifs économiques à moyen et à long terme et en particulier la croissance et le développement des pays en développement;

4. Prie le Secrétaire général, compte tenu des vues exprimées par les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de mettre l'Organisation mieux à même de déceler rapidement les domaines de l'économie mondiale où des problèmes risquent de surgir, et de prendre des mesures préventives, et lui demande de suivre l'évolution de la coopération économique internationale et multilatérale compte tenu de la présente résolution;

5. Prie également le Secrétaire général, agissant en consultation avec des personnalités éminentes représentant toutes les régions, de mettre au point un cadre et des principes de sécurité économique internationale ainsi que des moyens de parvenir à cette sécurité et de surveiller les domaines de l'économie mondiale où des problèmes risquent de surgir, et lui demande de présenter ses conclusions à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.